

# Les lanceurs d'alerte

Le lanceur d'alerte est une personne qui révèle des failles ou des dysfonctionnements dans les systèmes **étatique, économique, politique ou financier**, pour servir l'intérêt général. Ces signalements confrontent deux valeurs fondamentales des **démocraties modernes, le secret et la transparence**.

Apparu en 1995, le terme de lanceur d'alerte se généralise dans les années 2000. Au sein des pays anglo-saxons, le terme de *whistleblower*, qui désigne celui qui « *souffle dans le sifflet* », est utilisé depuis les années 1970. Aux États-Unis pendant la guerre de Sécession, ces individus dénonçaient déjà la corruption. En Europe, cette pratique s'est plus lentement popularisée.

## Définition juridique du lanceur d'alerte

La première définition française, publiée en 2013, ne concerne que l'environnement et la santé publique. Depuis la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite Sapin II, la législation française définit le lanceur d'alerte comme « une personne physique qui révèle ou signale, de manière désintéressée et de bonne foi » :

- un crime ou un délit,
- une violation grave et manifeste : d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, de la loi, ou d'un règlement,
- une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général dont elle a eu personnellement connaissance.

En revanche, sont exclus les faits, les informations ou documents couverts par le secret de la défense nationale, le secret médical ou le secret des relations entre un avocat et son client.

## Le recueil des alertes

Toute personne peut dénoncer un dysfonctionnement auprès d'un organisme (ou d'une entreprise) auquel elle est directement liée. La procédure de recueil des signalements est opérationnelle depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les entreprises privées et publiques de 50 salariés et plus, les administrations de l'État, les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les départements et les régions ont dû établir des procédures internes appropriées au recueil des signalements qui peuvent être émis par les membres de leur personnel ou par des collaborateurs extérieurs ou occasionnels.

## De la difficulté d'alerter

Les lanceurs d'alerte agissent au profit de l'éthique politique et contre la corruption. Aujourd'hui, le domaine scientifique et ses enjeux représentent la majorité des alertes. Parmi les **divulgations célèbres** de ces dernières années, nous pouvons citer l'organisation Wikileaks, dirigée par l'Australien Julian Assange, qui a révélé en 2010 des informations gardées secrètes par les autorités publiques, notamment américaines, et des circuits de corruption, en particulier russes et africains. La même année, la pneumologue française Irène Frachon, soutenue par le président de l'institut Necker Philippe Even, a révélé l'affaire du Mediator, un médicament aux effets indésirables voire mortels. L'Américain Edward Snowden a aussi dénoncé les programmes de surveillance de masse des Américains et des Britanniques. Considérés comme des **héros** par une partie de l'opinion, ils peuvent aussi être jugés comme des **délateurs** au sein de leur milieu. La plupart du temps poursuivi en justice, le lanceur d'alerte est fragilisé par les pressions qu'il subit, après une phase médiatique qui le protège. Aux États-Unis, leur rémunération, par exemple par la Justice, s'est généralisée depuis 2010.

## La protection des lanceurs d'alerte

Dès 2004, *Transparency International* a réfléchi à la question de la protection des lanceurs d'alerte. Des dispositifs de protection ont été mis en place dans certains secteurs spécifiques, mais ils restaient discriminatoires selon la nature du contrat de travail. La protection demeurait inefficace. Pour y remédier, la loi Sapin II de 2016 a créé un socle de dispositions générales communes applicables aux lanceurs d'alerte, qui modifie le Code du travail selon un principe de non-discrimination. Il peut aussi faire appel à la compétence du Défenseur des droits. La loi délimite les critères qui donnent droit à protection. En dehors de l'autorité judiciaire, l'identité du lanceur d'alerte ne peut être divulguée, sauf avec son consentement. Il bénéficie également de l'irresponsabilité pénale avec aménagement de la charge de la preuve et réintégration dans l'emploi.

Ces initiatives à haut risque ont permis de réelles avancées dans la lutte anti-corruption. En 2014, les journaux le *Guardian* et le *Washington Post* ont attribué le prix Pulitzer à Edward Snowden.

Sous la haute direction de Monsieur Gérard Teboul, professeur de droit public à l'université Paris XII

Adjudant Fanny Boyer  
rédactrice au CERPA